ARTICLE PATRIMOINE

Milliards d'ombre gauche

Un poids lourd de la vidéosurveillance attaqué chez lui



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE
Le président de Genetec, Pierre Racz

Alors que des dizaines de manifestants ont vandalisé la résidence montréalaise du patron d'une grande entreprise de vidéosurveillance, le soir de l'Halloween, la police se fait rassurante sur l'expansion de son réseau de caméras.

Publié à 5 h 00

Partager
Imprimer

PHILIPPE TESSIER-LESSARD
Équipe d'enquête, La Presse

Le président de Genetec, Pierre Racz, a été la cible chez lui de militants d'extrême gauche connaissant et manquant l'entreprise québécoise comptant plusieurs contrats de police parmi ses clients, dont le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

« Des mots et des papiers volants ont été utilisés pour infliger cette douteuse valeur ajoutée visibles de dollars », est anonymement rapportée les vandales sur une résidence anonyme utilisée par des militants anarchistes pour se saisir de leurs actions. Des écrits d'artifice ont été lancés. « Les technologies de Pierre nous observent contre nous, elles le sont PARTOUT » a été inscrit en rouge sur son mur.



PHOTO TIRÉE DU COMPTE INSTAGRAM DES VANDALES
Bombes déployées par les militants anarcho

La groupe dit avoir agi comme « un exemple de diversion technologique visant aux libertés fondamentales en lutte pour faire du profit ». Genetec, dénoncé-t-on, copie « sous-emploiées et des humeurs partout dans le monde ».

La Presse a rapporté mardi que la SPVM avait lancé un appel d'offres pour tripler son parc de caméras de « sécurité urbaine » dans les rues de la métropole. Parmi des nouveaux appareils seront destinés à la lecture et à l'enregistrement de plaques d'immatriculation, afin d'aider les enquêteurs dans la recherche de véhicules.

M. Racz n'a pas souhaité à La Presse. Dans une déclaration transmise par son entreprise, il n'a pas réagi directement à l'attaque de son domicile, préférant regretter l'« image erronée » des activités de Genetec et son impact sur la liberté. Il a « la plus grande fierté de contribuer dans les lieux de pratique d'institut de la liberté en matière de protection des renseignements personnels, et nous exportons ces valeurs partout dans le monde. »

Mercredi, le SPVM a confirmé que « des individus [avaient] été commis vers 19 h 40 sur une résidence » d'événement accompagnés à la description des militants, le soir de l'Halloween. « Des parts de graffitis et de papiers de matière », a indiqué le relationniste policier Jean-Pierre Bordeau. « Pour le moment, il n'y a pas eu d'arrestations, mais un dossier est ouvert et bien sûr, nos démarches ».

Une vidéo diffusée en ligne montre le commandant de vérification montrer un appareil électronique, qui ressemble à un drone, à un agent. Puis un grand à partir certaines des manifestants, tentant d'attacher une bande blanche.

« On a besoin de bonifier le nombre de caméras »

Mercredi, le SPVM a aussi accepté de commenter la façon dont sont utilisés les caméras de vidéosurveillance urbaine, alors que la coupe de police a facette le 66 nouvelles caméras traditionnelles et qu'annoncer-le-temps de 35. SPVM explorée déjà certaines de « nouvelle urbaine ».

« Le Service de police ne peut se limiter aux caméras déjà mises en place sur le territoire pour des enquêtes criminelles à venir », a-t-on par écrit à courriel l'inspecteur Yannick Desnoyers, un extrême-téléphonique avec La Presse.



PHOTO TIRÉE DARWIN LA PRESSE
L'inspecteur du SPVM Yannick Desnoyers

Il a aussi que les images captées par le SPVM étaient stockées sur un serveur interne et n'étaient accessibles qu'aux enquêteurs concernés.

Concernant les systèmes liés l'idée d'une coupleté qui permettait de détecter tout dérapage. Le Washington Post a révélé que des dizaines de policiers américains avaient utilisé des données de vidéosurveillance pour traquer des personnes ou des compagnons.

Lundi, une exposition en cybersécurité créait être soutenu que la décision d'accroître de façon importante le parc de caméras de surveillance du SPVM est mi-prise en cadence.

« La société définitivement qu'on ne discute en rien que société : est-ce qu'on est confortables avec le fait que les plaques d'immatriculation soient collectées de façon systématique dans le but d'éventuellement identifier les enquêtes ? », nous avait Catherine Dupont-Cagnon, fondatrice de l'organisme d'éducation Cyber Citoyen.

Mercredi, l'inspecteur Yannick Desnoyers a assuré que la décision avait fait l'objet d'un examen très sérieux municipale dans le cadre de la Loi sur la protection des renseignements personnels. L'orientation a été approuvée, selon M. Desnoyers. Cette décision a permis que le résultat publique.

« Comme vous le savez, on a quand même tout près de 2 millions de personnes à Montréal, et on sera un peu de cet attention, c'est très peu », a-t-il continué. « On a besoin de bonifier le nombre de caméras qu'on a actuellement pour être capable de faire le travail qu'on a à faire. »

Partager cet article

ARTICLES SIMILAIRES

ARTICLE PATRIMOINE
Montréal
Le SPVM muscle son réseau de surveillance
Publié le 3 novembre

ARTICLE PATRIMOINE
Montréal
Une bagarre de rue fait une victime, deux arrestations
Mis à jour le 30 novembre

ARTICLE PATRIMOINE
Criminalité dans le métro
D'autres crises qui ont secoué le SPVM
Publié le 3 novembre

JUSTICE ET FAITS DIVERS **EN CONTINU**

ARTICLE PATRIMOINE
Laurentides
Un passager de 18 ans meurt après une sortie de route
Publié à 8 h 07

ARTICLE PATRIMOINE
Incendie mortel dans le Vieux-Montréal
Les deux accusés plaident coupable
Mis à jour à 6 h 14

ARTICLE PATRIMOINE
Témoignage hors-sol pleine microcéphalie
L'accusé est mort en prison
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Cour municipale de Montréal
Pourquoi l'adolescent de 17 ans risque-t-il une peine pour adulte ?
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Fraudeur
Une ex-fonctionnaire accusée d'avoir livré plus d'une centaine de faux certificats de vaccination
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Cour municipale de Montréal – Palais de justice
Une fraudeuse condamnée à payer plus de 107 000 $
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Cour municipale de Montréal
Il a tué son ex-copine après avoir contacté plusieurs escortes
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Cour municipale de Montréal
L'adolescent accusé pourrait recevoir une peine pour adulte
Mis à jour à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Saint-Lazare
Une boulangerie-pâtisserie ravagée par un deuxième incendie
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Ottawa
Un ancien employé de banque reconnu coupable d'avoir consulté les données de Mark Carney
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Cour municipale de Montréal
Le SPVM arrête un suspect de 17 ans
Mis à jour à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Cour municipale de Montréal
Il s'est acharné sur sa femme enceinte, parce qu'il ne voulait pas d'enfant
Publié à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Pôle du marché Fleuron
Un incendie jette 28 familles à la rue
Mis à jour à 5 h 00

ARTICLE PATRIMOINE
Saint-Lazare
Le local des motards à Frampton confisqué au profit de l'État
Publié à 5 h 00

Charger plus d'articles

ABONNEZ-VOUS À LA PRESSE

MYLETTRE
Le bulletin du soir
Recevoir l'essentiel de l'actualité de la journée résumée par notre équipe.
Ma boîte courriel
Courriel
Exemple : nom@domaine.com
Je m'inscris
Vous êtes déjà inscrit ? Gérez votre infolettre

Nos applications
L'infolettre
Application mobile La Presse

Connexion
Centre d'aide
Mon compte
Faire un don de ma vie
Abonnez-vous ici

Services
Nos infolettres
Mon journal
Certificats de Presse
Offres
Carrières

Archives
Rechercher
Renseignements sur l'archivage

Suivez La Presse

Recevez notre infolettre Découvrez-vous sur Google

Légal
Conditions d'utilisation
Politique de confidentialité
Politique sur les témoins de connexion
Code de conduite

© La Presse inc. Tous droits réservés